



Rapport économique 2022

Algérie

16 août 2022

Executive Summary

L'économie algérienne est pour l'essentiel étatisée. Elle est basée sur la production d'hydrocarbures, ce qui lui confère un statut particulièrement important dans le contexte global actuel ; on note en 2022 une reprise de ces exportations en direction de la Suisse.

Face à la crise économique, conséquence de la crise politique de 2019 (« Hirak »), de la crise sanitaire en 2020-2021 et de la baisse du prix des hydrocarbures, le gouvernement a voulu développer l'industrie locale et encourager les exportations hors hydrocarbures. Les autorités ont réformé le code de l'investissement dans ce but et afin d'améliorer l'attractivité du pays pour les investisseurs locaux et étrangers ; ce code a été publié fin juillet 2022. Mais la crise a aussi conduit à un renforcement des barrières à l'importation ; plusieurs mesures (interdiction complète pour certains secteurs, augmentation des taxes ou des complications administratives pour d'autres) visent à préserver des réserves de change en réduisant le déficit commercial ; certaines commencent à être levées en 2022. Ces mesures et d'autres risques ou incertitudes continuent de représenter des défis de taille aux entreprises étrangères qui exportent et/ou investissent dans le pays.

L'Algérie connaît en 2021 et 2022 une reprise progressive de l'activité économique : malgré une inflation persistante, le pays s'inscrit dans une nouvelle dynamique alimentée par la hausse du prix des hydrocarbures. Cependant, l'Algérie a entamé l'année 2022 avec une hausse des prix à la consommation, qui pourrait ralentir non seulement les importations mais aussi la production nationale hors hydrocarbures.

La Suisse est le 23^e investisseur privé en Algérie (en augmentation). Le volume de ses échanges commerciaux est mineur et, hormis les hydrocarbures, tend à baisser, surtout dans le secteur pharmaceutique. L'instrumentaire à disposition des entreprises suisses a été amélioré par la création en juin 2022 d'une Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Suisse ainsi que par un renforcement de l'effectif de l'Ambassade de Suisse à Alger.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du pays hôte	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	8
4.1.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	9
4.2	Commerce bilatéral	9
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	9
4.2.2	<i>Commerce de services (si données disponibles)</i>	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	9
5.1	Evolution et perspectives générales	9
5.2	Investissements bilatéraux	10
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	10
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	10
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	10
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	11
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	12
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	13
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	14
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	15

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2020 le **PIB** de l'Algérie avait baissé de 5,2%, principalement en raison des mesures sanitaires restrictives relatives à la pandémie de Covid-19. Une reprise significative des activités a eu lieu en 2021 avec une croissance du PIB de 4%, au-dessus des estimations précédentes du FMI (2,9%). Cette tendance, moins forte (+2,4%), se confirme dans les prévisions pour 2022 et 2023.

Cela s'explique largement par la hausse des prix des **hydrocarbures**, secteur qui représente près d'un tiers du PIB et plus de 93% des recettes d'exportations. Le prix du baril a atteint la moyenne des 70 USD pour l'année 2021 (42 USD en 2020) et le groupe public *Sonatrach*, qui couvre 40% des ressources de l'État, a vu ses recettes augmenter de 70% en 2021. L'entreprise a exporté pour 34,5 mia. USD en 2021, contre 20 mia. USD en 2020 selon la direction du groupe. Le prix du baril a atteint 104 USD fin juillet 2022, ce qui devrait permettre à l'Algérie de largement maintenir une balance commerciale positive pour la deuxième année consécutive, et d'augmenter ses réserves de change, qui en 2021 représentaient l'équivalent de 11 mois d'importations. Le programme de développement de la *Sonatrach* a prévu d'investir 40 mia. USD sur les 5 années à venir. Dans cette conjoncture le FMI prévoit une baisse de l'endettement public pour l'année 2022, passant respectivement à 57% du PIB pour les dettes publiques intérieures (63% en 2021) et 1,9% pour la dette extérieure (2,3% en 2021). Au premier semestre 2022 la Douane algérienne estimait les exportations globales à 25,92 mia. USD avec une progression de 48,3% par rapport à la même période de 2021.

La part des **exportations hors hydrocarbures** en 2021 reste minime, mais elle est en forte croissance ; ciment, produits chimiques et pharmaceutiques en tête. L'Office national des statistiques ONS a annoncé des exportations hors hydrocarbures à 4,4 mia. USD en 2021 contre 1,8 mia. USD pour les années 2020 et 2019, soit une croissance de plus de 144%. Le gouvernement a décidé en mars 2022 d'interdire l'exportation de tous les produits de large consommation importés par l'Algérie, à l'instar du sucre, de l'huile, de la semoule et tous les dérivés, y compris pâtes, boissons etc. ; ce, afin de préserver les stocks nationaux pour ces produits qualifiés de stratégiques. Cela ne devrait cependant pas avoir de grande incidence sur les chiffres à l'exportation hors hydrocarbures pour 2022. En effet, les produits alimentaires ne représentaient que 510 mio. USD soit 11,7% de ces exportations en 2021. Plus de la moitié des exportations hors hydrocarbures revient aux produits chimiques qui représentent 2,2 mia. USD ; viennent ensuite les produits manufacturés qui représentent 1,2 mia. USD soit 28% indiquait l'ONS. L'Algérie prévoit 6,7 mia. USD d'exportations hors hydrocarbures en 2022, avec des chiffres déjà encourageants pour le premier semestre, estimés à 3,5 mia. USD, en progression de 71,3% par rapport au premier semestre 2021.

Selon le FMI, les **importations** algériennes en 2021 sont de 44,3 mia. USD¹. Le gouvernement cherche à faire baisser en particulier la facture des importations alimentaires, passée de 10 mia. USD en 2020 à 8,6 mia. USD en 2021. Le FMI estime les **exportations** de biens et services algériens pour l'année 2021 à 41,8 mia. USD, impliquant une balance commerciale déficitaire de 2,5 mia. USD et un taux de couverture des importations par les exportations de 94,3%.² Selon les derniers chiffres de la Douane algérienne, les importations du premier semestre 2022 ont augmenté de 7,41% par rapport à la même période de 2021 avec un taux de couverture des importations par les exportations de 128,2%, une croissance notable.

¹ 50 mia. USD selon la Banque mondiale et 37,7 mia. USD selon les Douanes algériennes. L'Office national des statistiques (ONS) chiffre, quant à lui, les importations à 36,7 mia. USD ; il utilise une méthode de calcul selon un panel de produits de référence établi en 2011, ce qui produit une différence par rapport aux valeurs réelles.

² L'ONS a annoncé dans son bulletin annuel un taux de couverture des importations par les exportations en 2021 de 105,1% avec un solde positif de la balance commerciale de +1,87 mia. USD, contre un taux de couverture pour l'année 2020 de l'ordre de 64,7% avec un solde négatif de la balance commerciale de -11,6 mia. USD.

Durant le premier trimestre 2022 le FMI relevait une forte **augmentation des prix**, notamment ceux des produits alimentaires (+12,3%). L'[ONS](#) estimait le taux d'inflation à 9,3%, avec donc une érosion du pouvoir d'achat. En janvier 2022 le gouvernement a décrété l'exonération des salaires inférieurs à 30'000 DA de l'impôt sur le revenu global. Il a également décrété le [gel des taxes liées à l'importation](#) de certains produits alimentaires, moyennant un manque à gagner de 1,37 mia. USD pour l'État. L'importation des produits de base a été confiée aux [entreprises étatiques](#), qui les revendent sur le marché national avec des prix subventionnés. Le poids de l'État dans l'économie algérienne va de pair avec un système de prestations sociales développé. Au plan intérieur, l'économie dite informelle occupe aussi une place importante.

Outre les poursuites pénales et d'autres mesures contre la **corruption**, l'Organe national de prévention de la lutte contre la corruption (ONPLC) cherche à déterminer quels sont les départements ministériels à risque. En 2021, dans l'index de perception de la corruption par [Transparency International](#), l'Algérie serait au 117^e rang sur 180, avec une notation de 33/100.

Après une crise de deux ans, la stabilisation de la situation sanitaire et la reprise progressive des activités industrielles ont permis une baisse du taux de **chômage** ; son taux passera ainsi de 13,4% en 2021 à 11,1% en 2022 selon les estimations du [FMI](#). L'[UNESCO](#) indiquait en 2020 une croissance démographique de +1,8 %, en baisse constante depuis 2017, pour une population totale de 43,8 mio. ; celle-ci est constituée à hauteur de 13,5% des 15-24 ans, tranche d'âge qui en 2021 était affectée par un taux de chômage de 31,9% selon la [Banque mondiale](#). Dans sa loi de finances 2022 le gouvernement a lancé un dispositif d'allocation chômage destiné aux primo-demandeurs d'emploi âgés entre 19 et 40 ans via l'[Agence nationale de l'emploi](#). Plus de [900'000 dossiers](#) ont été acceptés sur un total de 1'500'000.

Face à la double crise politique et sanitaire de 2019-2020 et à la récession économique qui a suivi, les autorités ont entrepris un projet de réforme réglementaire visant à faire de l'Algérie une destination d'affaire plus attractive et à créer un climat des affaires plus serein. Le nouveau **code des investissements**, annoncé depuis plusieurs années, vise à pallier l'instabilité juridique qui crée un climat de confusion et de méfiance pour les investisseurs : l'Algérie avait été classée 157^e pays sur 190 au classement « *Doing Business 2020* » par la Banque mondiale. Le code ou loi à l'investissement est un ensemble de 8 textes d'application publiés fin juillet 2022 ; il comporte notamment la création d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, placée sous la tutelle du Premier ministre. Sa mission sera de « promouvoir et valoriser, en Algérie ainsi qu'à l'étranger, l'investissement et l'attractivité de l'Algérie, en relation avec les représentations diplomatiques et consulaires ». Ce guichet unique regroupera des représentants de divers organismes et administrations chargés de l'exécution des procédures tels que la délivrance des décisions et autorisations ou l'obtention du foncier. Le projet de loi prévoit aussi la création d'une plateforme numérique de l'investisseur qui devrait offrir toutes les informations sur les opportunités d'investissement, l'offre foncière, les incitations et avantages liés à l'investissement, ainsi que les procédures y afférentes. Sont en outre prévues des exonérations fiscales sur une durée de 3 ans pour les investissements dans les secteurs prioritaires (énergies renouvelables et agriculture entre autres), de 5 ans pour les investissements affiliés au régime des régions ou zones franches (gérés par la Société algérienne des zones franches sous tutelle du ministère du Commerce), ainsi que des exonérations de 5 à 10 ans pour les investissements structurés.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

N.B. Les chiffres concernant le secteur privé ne sont pas synthétisés par des rapports périodiques via les organismes statistiques algériens comme c'est le cas pour le secteur public.

En 2021, la répartition du PIB a connu quelques évolutions sensibles : le secteur des services a perdu 4,8% de parts depuis 2016 au profit de l'industrie qui gagné de 4,9% de parts par

rapport à la même année. L'agriculture a gagné 0,83% de parts depuis 2016. Les secteurs des services de l'industrie représentent presque à égalité la plus grande partie du PIB avec respectivement 40,2% et 39,6% du total en 2021. Le secteur agricole représente [13% du PIB](#) et [0,03% des recettes fiscales ordinaires](#).

Le secteur agricole peine à se développer malgré les mesures de relance du gouvernement en 2020 et 2021. Des textes réglementaires facilitent la procédure d'accès au foncier agricole et la récupération des terres non exploitées. Le [PIB du secteur](#) a connu en 2021 une progression de +10,4% (+2,7% en 2020) pour une production annuelle [estimée](#) à 25,6 mia. USD avec au total une superficie irriguée de 1,5 mio. ha en 2021, représentant près de 17% de la surface agricole utile. L'augmentation des prix des intrants a ralenti le développement de la production agricole, de même que des conditions de moins en moins propices, avec la baisse des niveaux de pluie et la désertification des régions steppiques traditionnellement exploitées pour l'élevage.

L'Algérie ambitionne d'augmenter la superficie de [terres irriguées](#) d'ici à 2024 sur un total de 44 mio. ha de terrain à vocation agricole. Pour ce faire est prévu un système d'information géographique (SIG) pour l'irrigation et le drainage développé par l'Agence spatiale algérienne en partenariat avec l'Office national du drainage et de l'irrigation. Cela permettra une meilleure utilisation de ressources hydriques de plus en plus limitées et [dont 70 % sont mobilisées](#) pour le secteur agricole. Un important programme de pompage des eaux souterraines fossiles dans le sud du pays, avec l'octroi de plus de 20'000 autorisations de forages et la réalisation d'infrastructures de stockage, vise à accélérer le développement d'une agriculture saharienne. D'importantes questions de durabilité se posent quant à l'utilisation de cette ressource non renouvelable. [11 stations de dessalement d'eau de mer](#), énergivores, sont opérationnelles et produisent 17% de l'eau potable du pays ; les autorités prévoient d'en construire 6 autres. En février 2022, le [ministère de l'Agriculture](#) a annoncé la relance des importations de génisses, suspendue en décembre 2020 suite à la crise de la Covid-19 qui empêchait d'effectuer l'agrément des animaux ; il vise ainsi à [relancer la production laitière](#), estimée actuellement à seulement 800 mio. de litres par an, ce qui oblige l'Algérie à importer 500'000 t de poudre de lait par an pour l'équivalent de 1,2 mia. USD.

Le secteur industriel emploie environ 30% de la population active, avec 108'762 entreprises recensées en juin 2021 par le [ministère des Finances](#). La [production industrielle](#) a enregistré en 2021 une croissance de 4,5% avec une hausse de +15% de la production agroalimentaire (-0,9% en 2020) et de +4,1% du secteur des mines et carrières ; les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques ont enregistré une augmentation de leur production de +4%. [D'autres secteurs](#) ont connu une baisse de production notable durant la même période, à l'exemple de l'industrie chimique (-8,2%) et du textile (-11,5%).

Les capacités de production des produits pharmaceutiques ont augmenté considérablement en 2021 avec l'entrée en service de près de [60 nouvelles lignes de production](#) couvrant les besoins nationaux à hauteur de 70% contre 52% en 2020 pour [un chiffre d'affaire estimé à 2,5 mia. USD](#), en plus d'une [recette à l'exportation](#) de 50 mio. USD en 2022. L'augmentation de la production nationale représente un défi pour les entreprises suisses, qui voient leur part de marché réduite.

La production du ciment est détenue à 50% par le groupe public GICA, qui possède 14 des 17 cimenteries du pays, pour une capacité de production estimée à 20 mio. t en 2020, sur 40,6 mio. t au total. L'Algérie [ambitionne d'atteindre 10 mio. t](#) (400 mio. USD) d'exportations sur les cinq prochaines années.

Plusieurs projets sont annoncés dans le secteur minier, le plus important étant un investissement de 7 mia. USD à [Diebel Onk \(Tebessa\)](#) pour la production de phosphate avec pour objectif 5,4 mio. t / an. Un projet de traitement de phosphate est prévu à El Aouinet (Tebessa), [estimé à 396 mio. USD](#) avec un chiffre d'affaires annuel de 173 mio. USD. Une mine de zinc et de plomb à Oued Amizour (réserves exploitables estimées à 34 mio. t) a une production annuelle estimée à 170'000 t de concentrés de zinc, et 30'000 t de concentrés de plomb. Enfin, l'Algérie estime son total de [production d'or](#) à 108 mio. USD en 2021.

En 2021, [le secteur des services](#) représentait 63,9 mia. USD c'est-à-dire 40,2% du PIB annuel. Le secteur numérique représente une très petite partie du PIB ([2,9% en 2015](#)), malgré un nombre d'utilisateurs d'internet estimé en janvier 2022 à [27,28 mio.](#) d'utilisateurs soit un taux de pénétration de 60,6% et une croissance de 3,5% par rapport à 2021, et 47 mio. d'abonnés en téléphonie mobile en décembre 2021. Le marché de l'internet et de la téléphonie mobile est estimé à environ 2 mia. USD en 2021. Depuis l'acquisition début juillet 2022 de l'opérateur privé principal par les autorités, le secteur est devenu à majorité public.

Les [opérations de e-paiement](#) atteignent 2,13 mio. en 2021, contre 274'624 opérations en 2019 (+678%) ; cette croissance s'explique par les mesures de distanciation liées à la pandémie et par une volonté de transition numérique des autorités. Seuls 16% des adultes utilisaient les [paiements numériques](#) en 2021, contre 36% des adultes en moyenne dans les marchés émergents et les économies en développement.

Le secteur bancaire a quant à lui connu une croissance dans l'épargne nationale selon les chiffres les plus récents du ministère des Finances, passant à 18,9 mia. USD fin juin 2021, [+9% par rapport à 2018](#). Le secteur est dominé par 6 grandes banques publiques dont une caisse d'épargne ; ces banques collectent 85,5% des dépôts et octroient 87,5% des crédits. On compte également 13 banques à capitaux étrangers, soit 9 filiales et 3 succursales de banques internationales et une banque à capitaux mixtes ; aucune d'entre elles n'est suisse ; elles contrôlaient en 2019 seulement 12,5% des crédits et 14% des dépôts.

En plus du défi digital et de l'inclusion bancaire que doit relever le secteur bancaire, il y a également un problème de liquidités. Quatre banques publiques ont été identifiées comme étant en situation de [« sous-liquidité »](#) depuis le début de la crise du Covid-19. Cela est dû notamment à la circulation d'importants flux financiers sur les [marchés parallèles \(non-déclarés\)](#) qui représentent pas moins de 30% du PIB, le taux le plus élevé de tous les pays d'Afrique et du Moyen Orient dont la moyenne ne dépasse guère 20%. Ceci étant, les taux de liquidités ont sensiblement augmenté depuis, passant de 4 mia. USD fin 2020 à [10 mia. USD fin novembre 2021](#) ; cette hausse est la résultante directe des politiques monétaires décidées par la Banque d'Algérie en matière de baisse du taux des réserves obligatoires.

Fin 2021, la capitalisation boursière globale de la Bourse d'Alger s'élevait à 32,9 mia. USD ([moins de 0,5% du PIB](#)). Comparativement à la même période de l'année 2020, la Bourse d'Alger a gagné 6,43% de sa capitalisation en 2021 après avoir perdu 10% entre juillet 2019 et décembre 2020. Cette amélioration s'explique par la reprise de l'activité des sociétés cotées.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Par sa position géographique stratégique, l'Algérie souhaite exploiter son potentiel économique sur le plan régional et continental, et diversifier ses exportations jusqu'ici dépendantes des cours pétroliers et gaziers et des échanges avec les voisins européens (voir ci-dessous 4).

Limiter les importations reste une priorité de la politique économique extérieure de l'Algérie. En automne 2021 les autorités ont notamment interdit l'importation de biens et services pour la revente en l'état sous la position tarifaire « autre », accusant des opérateurs économiques de contourner la loi en domiciliant des produits interdits à l'importation sous cette position tarifaire. Depuis le 24 avril 2022, une plateforme électronique a été mise en place par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) avec le but de recenser l'ensemble de la production nationale ; les opérateurs économiques étrangers doivent consulter cette plateforme en vue d'obtenir une attestation pour vérifier que le produit concerné n'est pas fabriqué localement ou du moins pas de manière suffisante, et procéder ainsi à la domiciliation des opérations d'importations de produits et marchandises destinés à la revente en l'état.

Au vu de l'augmentation des revenus de l'exportation des hydrocarbures, le gouvernement a cependant envoyé récemment quelques signaux positifs aux importateurs : le 27 juillet 2022 l'Association des Banques et des Établissements Financiers ABEF annonçait l'autorisation des importations de biens et services pour la revente en l'état sous la position tarifaire « autre ». Le 28 juillet 2022 le même organisme a annoncé l'abrogation de mesures visant à limiter les risques d'impayés, notamment par la constitution d'une provision de 120% à la domiciliation et l'attente de 30 jours pour l'expédition de la marchandise. Cette abrogation confère aux banques la responsabilité de d'évaluer les risques d'impayés pour les transactions d'importation.

L'adhésion à l'OMC n'est toujours pas d'actualité pour l'Algérie. Pour rappel, l'Algérie et la Suisse ont achevé les négociations bilatérales dans le cadre de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC en 2012. L'Algérie reste l'un des rares pays avec un PIB supérieur à 100 mia. USD à ne pas être membre de l'OMC. Cela relève du choix stratégique de l'Algérie de protéger son marché en imposant des mesures pour limiter les importations.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Malgré une reconnaissance locale pour la qualité des produits et services suisses (*Swiss made*), les mesures préférentielles pratiquées par l'Algérie avec plusieurs pays cités ci-dessous (4.1.1), qui pratiquent pour la plupart une politique industrielle intensive, donnent très souvent un avantage considérable à la concurrence.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Évolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandises

L'Algérie a lancé ces dernières années plusieurs projets orientés vers l'**Afrique subsaharienne**, tels qu'une route transsaharienne et la construction d'un nouveau gazoduc transsaharien (TSGP) avec le Niger et le Nigéria. En mai 2022 l'Algérie a lancé une plateforme dédiée à [l'exportation des produits pharmaceutiques](#) à destination de 23 pays du continent africain. Les échanges entre l'Algérie et le reste du continent demeurent néanmoins très limités : en 2020 l'Afrique septentrionale représentait 2,76% des importations, l'Afrique subsaharienne 0,48%, et en termes d'exportations l'Afrique septentrionale représentait 7,61% et l'Afrique subsaharienne 0,80%. Afin de renforcer les échanges commerciaux entre l'Algérie et le Sénégal ainsi que la présence des produits algériens sur les marchés de l'Afrique de l'ouest, une ligne maritime reliant Alger et Dakar a été inaugurée fin juillet 2022.

La **Tunisie**, principal partenaire commercial de l'Algérie en Afrique, a bénéficié d'un prêt de 300 mio. USD du gouvernement algérien en décembre 2021. La Tunisie a également bénéficié d'approvisionnements gaziers à hauteur de 3,8 mia. m³ grâce au passage par son territoire du gazoduc algéro-italien *TransMed*, permettant au Trésor tunisien d'[enranger 173,34 mio. USD](#). Ce chiffre sera amené à augmenter au vu des récents accords signés entre l'Algérie et l'Italie (voir plus bas). À cause de la fermeture des frontières liée au Covid-19, les [échanges](#) entre l'Algérie et la Tunisie ont connu en 2021 20,2% de baisse des importations algériennes de Tunisie et 13,06% de baisse des exportations vers la Tunisie. Une reprise significative a eu lieu durant le premier semestre 2022 avec une hausse de [16,3% des importations algériennes de Tunisie](#) et [49,1% des exportations vers la Tunisie](#). La frontière est à nouveau ouverte depuis le 15 juillet 2022.

L'**Égypte** est le deuxième partenaire africain de l'Algérie en 2021 avec un total des échanges commerciaux de 787 mio. USD. Un forum d'affaires algéro-égyptien a été organisé en juin 2022 à Alger, suivi d'une visite du Premier ministre égyptien et l'organisation de la 8^e session de la Grande commission mixte algéro-égyptienne.

L'Algérie était encore en 2021 le deuxième partenaire africain du **Maroc** en terme [d'échanges commerciaux](#). Les échanges ont chuté suite à la rupture des relations diplomatiques le 24 août 2021, suivie d'un gel des échanges commerciaux et de la non-reconduction du contrat d'approvisionnement en gaz via le gazoduc *Gaz Maghreb Europe (GME)*, qui alimentait le Maroc à hauteur d'un milliard de mètres cubes annuellement.

L'Union européenne représente pour l'Algérie le débouché de plus de la moitié de ses exportations, en 2021 spécialement auprès de ses Etats-membres méditerranéens (Italie, France, Espagne, Malte). En 2021 des discussions ont eu lieu à l'initiative de l'Algérie pour une révision de l'Accord d'association conclu en 2002 avec l'UE, sans toutefois aboutir. En effet le gouvernement algérien a exprimé son mécontentement en ce qui concerne cet accord : la balance commerciale est nettement favorable à l'UE (11,2 mia. USD d'exportations algériennes, dont 92% d'hydrocarbures, contre 16,2 mia. USD d'importations en 2020), et l'industrie algérienne hors hydrocarbures peine à se conformer aux normes de l'UE. En 2021 la Délégation de l'UE en Algérie indiquait une baisse des exportations vers l'UE de 6,2% par rapport à 2020. L'Algérie, premier exportateur de gaz d'Afrique, fournissait [environ 11 % du gaz naturel](#) consommé en Europe en 2021, part qui est appelée à augmenter.

En effet, dans un contexte de très bonnes relations économiques et politiques bilatérales, l'**Italie** a immédiatement réagi au déclenchement du conflit en Ukraine et a multiplié les rencontres au plus haut niveau, avec l'augmentation des volumes de gaz exportés de l'Algérie à l'Italie en ligne de mire. Le premier semestre 2022 l'Algérie a livré à l'Italie 13,9 mia. m³ de gaz, [dépassant de 113% les volumes prévus](#). Elle souhaite fournir 6 mia. m³ supplémentaires à l'Italie d'ici fin 2022 via le gazoduc *TransMed*. Avec plus de 200 entreprises italiennes en Algérie, la valeur totale des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint les 8,5 mia. USD en 2021. La valeur des importations depuis l'Italie est estimée à 2,3 mia. USD en 2021 (régression de 6,6% par rapport à 2020), principalement des machines, produits pétroliers raffinés, produits chimiques et produits sidérurgiques d'après la [Douane algérienne](#).

Le 8 juin 2022, en réaction à ce qui fut dénoncé comme un changement de la position officielle de l'**Espagne** au sujet du Sahara occidental, l'Algérie a décidé le gel immédiat des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits et services entre les deux pays. L'Algérie a maintenu l'approvisionnement en gaz via le gazoduc *Medgaz*, mais les volumes ont [baissé de 18,4 %](#) par rapport à 2021, avant la fermeture du gazoduc *GME* passant par le Maroc (voir plus haut). Les conséquences concrètes à moyen terme pour l'ensemble des entreprises espagnoles actives en Algérie sont actuellement incertaines.

Les relations économiques avec la **France** ont fluctué ces dernières années après le blocage d'un projet de *joint-venture* pétrolière, suivie d'une non-reconduction en avril 2021 de contrats majeurs dans le domaine de l'infrastructure publique, et l'arrêt de la production de l'industrie automobile française depuis janvier 2020. Les relations bilatérales ont connu une légère amélioration en 2022 avec notamment la signature en juillet d'un accord portant sur [l'achat et la vente de gaz naturel](#) à travers le *Medgaz*, et cette dynamique pourrait se renforcer après la visite du président français prévue le 25 août 2022. La France qui était pendant longtemps le premier fournisseur en céréales de l'Algérie [a perdu 32% de ses parts de marché](#).

Les échanges commerciaux avec la **Chine**, premier fournisseur de l'Algérie, se sont élevés à 8,8 mia. USD en 2021 (dont 6,9 mia. d'exportations chinoises), et 3,6 mia. USD pour le premier semestre 2022. Les entreprises chinoises sont très présentes, les investissements se concentrent principalement sur les secteurs du bâtiment des travaux publics, les mines, le pétrole et les télécoms. En mai 2022 un contrat de « partage de production pétrolière » d'un montant de 490 mio. USD a été signé. En juillet 2022, le ministre algérien de l'énergie et des mines annonçait le lancement de l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet en partenariat avec des entreprises chinoises.

Les échanges commerciaux avec la **Turquie** sont en [forte augmentation](#). Ils étaient de 4,2 mia. USD en 2021 dont 2,5 mia. USD d'exportations algériennes (90 % en hydrocarbures, faisant de l'Algérie le premier fournisseur de GNL à la Turquie).

La **Russie** et le **Brésil** ont vu les plus grandes progressions en terme d'importations en 2021

avec respectivement +65,3% et +46,4% de croissance. On note l'importation de 1 mia. USD d'[équipements militaires](#) et de 100 mio. USD de [céréales](#) depuis la Russie. Le Brésil a gagné des parts de marché grâce à un contrat pour l'importation de 670 mio. USD de [sucre brut](#).

4.1.2 Commerce de services (si données disponibles)

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

La valeur totale des échanges bilatéraux s'élève à 227,2 mio. CHF en 2021, soit le plus bas niveau des 5 dernières années. Des taux de croissance instables et une baisse des échanges sur plusieurs années indiquent une relation commerciale peu développée, basée sur un nombre limité de biens échangés.

Le commerce bilatéral a continué de régresser en 2021 : -56,3% pour les importations depuis l'Algérie et, malgré une hausse totale des importations algériennes, -27,9% pour les exportations suisses ; ce recul de nos exportations vers l'Algérie s'est poursuivi au premier semestre 2022 (-5,6%).

En 2021, dans les exportations suisses, la part des appareils et machines a atteint 33,29% des exportations totales (19,4% en 2020), tandis que celle des produits pharmaceutiques est estimée à 35,17% (55,6% en 2020). Ces deux catégories de produits représentent environ 70% de nos exportations vers l'Algérie, pour une valeur de 135,2 mio. CHF.

L'Algérie, [9^e exportateur mondial de gaz](#), ne représentait que 3% des approvisionnements gaziers suisses en 2020. En 2021, 94% de nos importations depuis l'Algérie concernaient les combustibles minéraux et les produits chimiques inorganiques, pour une valeur de 27,9 mio. CHF. Swissimpex a constaté une hausse des échanges durant le premier semestre 2022, comparé au premier semestre 2021, avec à une augmentation de +1950% des importations suisses (89,6% en hydrocarbures).

4.2.2 Commerce de services (si données disponibles)

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Selon le rapport 2022 de la [CNUCED](#), les flux d'investissements directs étrangers vers l'Algérie sont passés de 1,14 mia. USD en 2020 à 870 mio. USD en 2021 (-23,7%).

Le FMI n'a pas encore publié les chiffres de 2021. En 2020, les États-Unis d'Amérique, de loin le premier investisseur direct (27,8%), avaient encore creusé l'écart avec les grands pays méditerranéens de l'UE (France, Italie, Espagne) ; l'ensemble de l'UE représente alors toutefois 37,1% des investissements directs.

Chine, Égypte, Émirats arabes unis et Jordanie représentaient chacun moins de 3% des investissements ; seuls les Émirats se sont distingués par une croissance marquée (+11,8%).

5.2 Investissements bilatéraux

La [Banque nationale suisse BNS](#) ne fournit pas de détails récents sur les investissements suisses en Algérie. En 2020, elle estime à 256 mio. CHF le total des investissements suisses en Afrique du nord.

Les données du [FMI](#) pour 2020 indiquent la Suisse comme 23^e investisseur en Algérie. Le montant relevé (196 mio. USD), en croissance (+15,9%), représente un peu moins de 1% des investissements étrangers en Algérie.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Switzerland Global Enterprise (S-GE) aide les entreprises suisses à trouver des partenaires en Algérie ou à résoudre des questions juridiques. L'Algérie ne fait pas partie des pays prioritaires du [Swiss trade promotion programme for international economic development \(SIPPO\)](#). L'Ambassade fournit à des PME suisses et algériennes des réponses à leurs demandes d'informations administratives ou de contacts.

En juin 2022, l'accréditation officielle d'une Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Suisse coïncidait avec le renforcement de l'effectif de l'Ambassade : un nouveau collaborateur a pour mission de consolider le soutien de l'Ambassade aux entreprises suisses en Algérie, en collaboration avec la Chambre de Commerce.

La présence de la Suisse sur les salons et foires économiques est actuellement assez faible ; une dizaine d'entreprises ont participé ces deux dernières années à des foires en Algérie.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Avec l'assouplissement des mesures sanitaires, les vols réguliers directs entre Genève et Alger ont repris (3 vols hebdomadaires dans chaque sens, depuis mars 2022).

La Suisse reste une destination prisée, et l'Ambassade a enregistré une augmentation de 52,2% de visas délivrés en 2021 (781 visas) dont 11,4 % sont des visas d'affaires et 2,4 % pour motif de formation. La progression continue en 2022 avec 1131 visas délivrés de janvier à juin dont 167 visas pour des déplacements d'affaires.

L'image du *Swiss made* est excellente. Les besoins et les possibilités offertes dans les transitions écologique et numérique pourraient constituer des opportunités pour des acteurs économiques suisses.

Historiquement et pour des raisons linguistiques, les partenaires économiques suisse-romands suscitent un intérêt naturel en Algérie ; c'est surtout à Genève que les entreprises algériennes présentes en Suisse se sont établies. Cette tendance n'est pas exclusive, comme le montre la présence en Algérie de grands acteurs économiques basés dans d'autres parties de la Suisse.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie de l'Algérie

	Année 2016	Année 2021
Répartition du PIB		
Secteur primaire	12,2%	13,03%
Secteur manufacturier	34,7%	39,6%
Services	45%	40,2%
– dont services publics	17,4%	15,7%

Répartition de l'emploi	Année 2016	Année 2019
Secteur primaire	8%	9,6%
Secteur manufacturier	31%	29,7%
Services	61%	60,9%
– dont services publics	-----	16,1%

Source(s) : Office National des Statistiques

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques de l'Algérie

	2021	2022	2023
PIB (USD mia.)*	151	154,6	158,3
PIB/habitant (USD)*	3701	4294	4362
Taux de croissance (%) du PIB)*	4%	2,4%	2,4%
Taux d'inflation (%)*	7,2%	8,7%	8,2%
Taux de chômage (%)*	13,4%	14,8%	9,1%
Solde budgétaire (%) du PIB)*	-3,8%	-5%	-5,6%
Solde des transactions courantes (%) du PIB)*	-2,8%	2,9%	-0,2%
Dette extérieure totale (%) du PIB)**	2%	1,9%	1,8%
Service de la dette (%) des exportations)**			
Réserves (mois d'importations)**	11	10	n.d.

* Source : FMI, World Economic Outlook

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Consultation

- <https://www.imf.org/en/Countries>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de l'Algérie

année : 2021

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ³	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Italie	6 267,9	15,9%	+82%	1	Chine	6 846,1	18,1%	+18,4%
2	France	5 303,8	13,5%	+61,3%	2	France	3 163,9	8,4%	-13,2%
3	Espagne	4 973,5	12,6%	+112,4%	3	Allemagne	2 615,8	6,9%	+17,3%
4	Turquie	2 488,1	6,3%	+17,3%	4	Italie	2 2602	6%	-6,8%
5	Pays Bas	2 396,4	6,1%	+133,6%	5	Espagne	2 116,9	5,6%	-1%
6	Chine	1 907,9	4,8%	+63,8%	6	Brésil	1 956,4	5,2%	+46,4%
7	États-Unis	1 839,7	4,6%	n.d. ⁴	7	Turquie	1 707,9	4,5%	+15,5%
8	République de Corée	1 681,6	4,2%	n.d.	8	Argentine	1 654,2	4,4%	+195%
9	Malte	1 328,9	3,3%	n.d.	9	Russie	1 418,1	3,7%	+65,3%
10	Royaume Uni	1 187,6	3%	n.d.	10	États-Unis	1 334,3	3,5%	-4,8%
	Suisse	31,6	0,08%	-56,1%		Suisse	217	0,5%	-28%
	Total	39 280,8	100 %	+65%		Total	37 683,2	100 %	+9,5%

Source(s) : Douanes algériennes ; pour la Suisse (pas de chiffres algériens disponibles), Swissimpex, avec conversion au taux de 1 USD= 0,91 CHF, décembre 2021.

³ Variation par rapport à l'année précédente en %

⁴ Absence des valeurs d'exportations de l'année 2020 pour les Etats Unis, la république de Corée, Malte et le Royaume Uni.

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et l'Algérie

	Export (mio. CHF)	Variation (%)	Import (mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en mio.)	Volume (en mio.)
2017	355,8	+7,4%	7	+151,8%	348,8	362,9
2018	403,7	+13,4%	39,2	+455,7%	364,5	442,8
2019	344,5	-14,7%	51,5	+31,5%	293	396
2020	274,3	-20,4%	68	+31,6%	207	342
2021 (Total 1)*	197,5	-27,9%	29,7	-56,3%	167,8	227,2
2022 (I-VI)**	73,1	-5,6%	78,4	+1590%	-5,3	151,5

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Produits pharmaceutiques	55,6%	35,17%
2. Machines et appareils	19,4%	33,29%
3. Produits chimiques organiques	3,67%	8,10%
4. Cosmétiques et huiles essentielles	2,77%	4,89%

Importations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Combustibles minéraux	82,3%	77,5%
2. Produits chimiques inorganiques	2%	16,57%
3. Machines	14,3%	1,86%
4. Engrais	0%	1,7%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	États-Unis	6'092'000'000	27,8%	+8,6%	5'609'000'000
2	France	2'361'000'000	10,8%	+6,6%	2'215'000'000
3	Italie	2'155'000'000	9,8%	+0,6 %	2'143'000'000
4	Espagne	1'488'000'000	6,8%	+2,1%	1'458'000'000
5	Royaume-Uni	1'428'000'000	6,5%	+3,7%	1'377'000'000
6	Allemagne	825'000'000	3,7%	+3,1%	800'000'000
7	Égypte	629'000'000	2,8%	+0,2%	628'000'000
8	Chine	599'000'000	2,7%	0%	599'000'000
9	Émirats Arabes Unis	577'000'000	2,6%	+11,8%	516'000'000
10	Jordanie	512'000'000	2,3%	+6,6%	480'000'000
...	UE	8'113'000'000	37,1%	+4,5%	7'763'000'000
23	Suisse	196'000'000	0,9%	+15,9%	169'000'000
	Total	21'894'000'000	100 %	+5,5%	20'743'000'000

Source : <https://data.imf.org/regular.aspx?key=61227424>